

Sécheresse dans l'Indre : les défenseurs de la nature accusent les élus

Publié le 24/09/2019 à 04:56 par Jean-Sébastien LE BERRE



Partout dans le département, le niveau des rivières est au plus bas, comme ici l'Indre, à Déols.
© (Photo NR, Thierry Roulliaud)

Devant une sécheresse qui s'éternise et qui devrait se reproduire dans les années à venir, Indre Nature et le collectif " Il est encore temps " interpellent la classe politique et espère des mesures.

Les 13 millimètres de précipitations enregistrés ce week-end n'y feront rien : le niveau des cours d'eau est toujours aussi alarmant dans l'Indre. Et surtout, le phénomène est appelé à durer et à s'aggraver.

« *Il faut que les gens prennent conscience qu'on n'est plus dans la logique d'un événement accidentel, alarme Jacques Lucbert, président d'Indre Nature. Et pourtant, depuis le temps que cette sécheresse dure, on n'a entendu aucun élu sur le sujet...* ».

"Dépeçage des services de l'État"

Si l'association milite pour un changement des mentalités de tout un chacun, elle sait aussi que « *seules des mesures et des prises de position politiques* » peuvent « *limiter la casse* ».

« *Un rapport parlementaire datant de juin présente un programme d'atténuation de nos émissions, mais prévoit aussi des adaptations à ce changement climatique, à différents niveaux, des cultures à nos moyens de transport, précise Christian Toussaint, responsable du groupe Eau à Indre Nature. Reste à espérer qu'il ne se retrouve pas sous une pile d'autres rapports... Il est essentiel d'informer la population avant de devoir prendre des décisions qu'elle pourrait vivre comme des privations de liberté* ».

Francis Lherpinière, directeur d'Indre Nature, y voit « *une forme de déni* » de la classe politique. Il prend l'exemple à l'échelon local des communes « *qui ont un devoir d'exemplarité dans la gestion de*

leur arrosage » et des agriculteurs « qui devraient arrêter les drainages et développer les retardateurs de ruissellement ».

Raphaël Tillie, militant écologiste et membre du collectif « Il est encore temps » se projette quant à lui à un niveau national, se désolant du « dépeçage » des services de l'État chargés d'observer, d'analyser et de faire remonter l'état des cours d'eau auprès des collectivités, « *comme les cantonniers, les agents de l'Office national des forêts (ONF) ou de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema), notamment chargés de la vérification des étiages... Rien qu'à la Direction des territoires, il leur manque quatre personnes pour leur unité Eau !* »

En somme, « *on ne peut pas gérer les choses à la petite semaine, résume Jacques Lucbert. Partout en France, on voit naître à l'échelle des bassins versants des Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (Sage) et des Projets de territoires pour la gestion de l'eau (PTGE), mais on n'a toujours rien dans l'Indre, à part deux minuscules bouts de Sage du Cher amont et Cher aval...* »

Au cours d'une réunion avec le préfet en août, Indre Nature avait pourtant sollicité un débat entre tous les acteurs de la ressource en eau. « *On nous a dit que c'était une bonne idée, indique Jacques Lucbert. Mais on attend la suite...* »